



KPMG SA
1098 Avenue Eole
Tecnosud II Immeuble Le
Pyrénéen
66000 Perpignan

Union Départementale des Associations Familiales des Pyrénées Orientales UDAF 66 ASSOCIATION

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Union Départementale des Associations Familiales des Pyrénées Orientales UDAF 66 ASSOCIATION
31 avenue Maréchal Joffre - 66000 PERPIGNAN

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143006010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société Impegno membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
1098 Avenue Eole
Tecnosud II Immeuble La
Pyrénéen
66000 Perpignan

Union Départementale des Associations Familiales des Pyrénées Orientales UDAF 66 ASSOCIATION

31 avenue Maréchal Joffre - 66000 PERPIGNAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Union Départementale des Associations Familiales des Pyrénées Orientales UDAF 66 ASSOCIATION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Départementale des Associations Familiales des Pyrénées Orientales UDAF 66 ASSOCIATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Perpignan, le 21 juin 2024

KPMG SA

Claire GRABIELLE

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ACTIF	Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023			01/01/2022 au 31/12/2022
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres	24 116,88	24 117,00	-0,12	641,45
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	205 227,79	2 182,62	203 045,17	84 940,43
Constructions	2 435 417,88	1 657 267,07	778 150,81	779 813,60
Installations techn., matériel et outill. ind.				
Autres	419 285,66	382 628,84	36 656,82	55 059,64
Immobilisations corporelles en cours	3 801,16		3 801,16	3 891,21
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 715,30		1 715,30	1 715,30
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	500,00		500,00	500,00
TOTAL (I)	3 090 064,67	2 066 195,53	1 023 869,14	926 561,63
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Clients, usagers et comptes rattachés	56 646,28		56 646,28	63 865,43
Créances reçues par legs ou donations	15 638,42		15 638,42	20 407,02
Autres	123 032,93		123 032,93	200 085,09
Valeurs mobilières de placement	295 000,00		295 000,00	95 000,00
Instruments de trésorerie	241 548,98		241 548,98	236 964,13
Disponibilités	2 410 602,33		2 410 602,33	2 554 298,43
Charges constatées d'avance	66 136,31		66 136,31	64 708,13
TOTAL (II)	3 208 605,25		3 208 605,25	3 235 328,23
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 298 669,92	2 066 195,53	4 232 474,39	4 161 889,86

BILAN PASSIF

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	6 951,97	6 951,97
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 778 619,18	1 771 895,06
Autres		
Report à nouveau	399 091,76	342 794,91
Excédent ou déficit de l'exercice	21 770,43	63 020,97
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>2 206 433,34</i>	<i>2 184 662,91</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	36 085,08	40 683,16
Provisions réglementées	36 972,33	12 500,79
TOTAL (I)	2 279 490,75	2 237 846,86
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	133 983,59	175 520,47
TOTAL (II)	133 983,59	175 520,47
PROVISIONS		
Provisions pour risques	75 018,28	13 443,20
Provisions pour charges	245 934,20	237 392,20
TOTAL (III)	320 952,48	250 835,40
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	112 181,86	126 224,63
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	189 034,72	156 845,30
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	847 571,06	801 247,41
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	349 259,93	413 369,79
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	1 498 047,57	1 497 687,13
Ecart de conversion passif	(V)	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV-V)	4 232 474,39	4 161 889,86

162101 - U.D.A.F ASSOCIATION
COMPTE DE RÉSULTAT
Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	510,00	689,82
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	717 467,77	700 307,61
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 320 123,71	4 134 088,57
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	138,01	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	158 934,68	58 395,81
Utilisations des fonds dédiés	99 286,23	24 220,23
Autres produits	2 644,80	2 572,89
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	5 299 105,20	4 920 274,93
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	695 486,04	600 243,55
Aides financières	14 195,47	13 569,31
Impôts, taxes et versements assimilés	366 085,55	333 612,84
Salaires et traitements	2 852 627,12	2 600 149,36
Charges sociales	1 021 804,79	949 380,42
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	108 517,18	117 563,14
Dotations aux provisions	153 188,28	105 171,20
Reports en fonds dédiés	57 749,35	130 457,05
Autres charges	9 749,95	7 844,17
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	5 279 403,73	4 857 991,04
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	19 701,47	62 283,89
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	31 330,54	3 135,78
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	31 330,54	3 135,78
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 074,67	2 318,08
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	2 074,67	2 318,08
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	29 255,87	817,70

162101 - U.D.A.F ASSOCIATION

COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	48 957,34	63 101,59
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	4 648,08	4 817,16
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	4 648,08	4 817,16
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	454,45	1 762,00
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	24 471,54	2 667,78
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	24 925,99	4 429,78
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-20 277,91	387,38
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 909,00	468,00
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	5 335 083,82	4 928 227,87
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	5 313 313,39	4 865 206,90
EXCÉDENT OU DÉFICIT	21 770,43	63 020,97

ANNEXE

UDAF GLOBAL 2023 Institutions et Services REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- Application du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et en particulier :
 - Résultat : résultat définitivement acquis, résultat sous contrôle de tiers financeurs
 - Subventions de fonctionnement et conventions de financement avec ventilation des subventions d'investissement et des subventions renouvelables
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue.
- Application des conventions générales et des adaptations professionnelles avec référence à l'avis correspondant du Conseil national de la comptabilité. Application du plan comptable des ESMS (établissements sociaux et médico-sociaux), selon l'arrêté du 2 septembre 2008, et l'avis n° 2007-05 du 04 mai 2007 du CNC.
- Application du règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général pour les dispositions non couvertes par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, comme indiqué par l'article 111-2 de ce dernier règlement.

La méthode comptable utilisée à l'heure actuelle dans le cadre de la comptabilisation de la participation du service MJPM, correspond aux montants appelés et payés tout au long de l'exercice avec rattachement des appels émis en janvier n+1 calculés au titre du mois de décembre n.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice comptable s'étend sur 12 mois, du 01^{er} janvier 2023 au 31/12/2023.

Evènements post-clôture

Il est à noter que durant le premier trimestre 2024, l'association a enregistré le départ de plusieurs de ses cadres, à savoir ;

- Mme BACH, Directrice le 28/02/2024
- Mr OSTERMANN, Directeur-adjoint en date du 31/03/2024
- Mr GAREL, Responsable du pôle administratif et financier au 15/03/2024.

A/ Rappel de l'objet social de l'entité.

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental :

- 1/D'appliquer les dispositions de l'article L.211-3 du code de l'action sociale et des familles, de :
 - a. « donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ; »
 - b. « représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune ; »
 - c. « gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ; »
 - d. « exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique... »
- 2/De donner à l'UNAF, des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui soumettre toutes suggestions lui semblant opportunes.
- 3/D'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles.
- 4/De mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission.
- 5/De faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial exercent une activité utile aux familles.
- 6/De gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier.
- 7/D'agir dans tous les domaines de la vie des familles.

B/ Rappel de la nature et du périmètre des missions sociales réalisées.

L'UDAF 66 a pour mission dans le périmètre défini par l'article L. 211-3 du code de l'action sociale et des familles d'assurer la défense et la représentation des familles auprès des pouvoirs publics. Elle développe et gère également de nombreux services d'aide aux familles et aux personnes, par délégation de service public ou de sa propre initiative.

Le service le plus important de l'association (MJPM) comptait 2031 mesures en 2023, soit quatorze mesures supplémentaires par rapport à l'année précédente, preuve d'une grande stabilité dans le fonctionnement et l'activité dans ce service.

Le service DPF durant l'exercice 2023 recensait 46 mesures MJAGBF, soit 28 % de baisse par rapport à l'année précédente.

C/ Moyens mis en œuvre.

L'UDAF 66 possède des locaux sis au 31 avenue du Maréchal Joffre à PERPIGNAN, qu'elle a acquis par le biais d'emprunts bancaires pour abriter ses différentes activités.

Elle loue également une flotte d'une douzaine de véhicule pour permettre aux salariés (essentiellement les délégués à la personne) d'assurer leurs prestations auprès des personnes protégées.

L'UDAF 66 dispose d'un personnel de 86.97 ETP pour assurer les différentes tâches décrites ci-dessus, se répartissant comme suit

- 75.91 ETP en MJPM
- 4.51 ETP en AF
- 3.55 ETP en DPF
- 1 ETP dans le service commissariat
- 1 ETP dans le service gendarmerie
- 1 ETP dans le service médiation familiale

Pour mémoire, elle disposait de 85,01 ETP en 2022 se répartissant comme suit

- 74.403 ETP en MJPM
- 4.39151 ETP en AF
- 3.22 ETP en DPF
- 1 ETP dans le service commissariat
- 1 ETP dans le service gendarmerie
- 1 ETP dans le service médiation familiale

D/ Rappel des informations du bilan

❖ NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Compte 211500 : Terrain : 38 122.54 €. La valorisation du terrain correspond à une évaluation forfaitaire à partir du prix d'acquisition global de l'immeuble.

Compte 211 000: Acquisition d'un terrain jouxtant les bâtiments de l'UDAF pour 42 660 € dans l'optique de l'utiliser comme parking.

Les comptes 522200 et 522300 ; Banques comptes de passage : s'élevaient respectivement à 119 773.17 € et 5 052.84€ en 2023, et se répartissaient comme suit 119 773.17 € en DPF, et 5 052.84€ en MJPM.

Un fonds social correspondant à la rémunération de comptes antérieurement à l'ouverture des comptes bénéficiaires individualisés, affectés suivant la décision du conseil d'administration, à un fonds social, est destiné à aider ponctuellement les familles dans le besoin, contre remboursement. Nous relevons deux comptes représentant ledit fonds dans le bilan ; le compte 522 40000 « LCL-FONDS SOCIAL » pour un montant de 24 237.65 € en 2023, contre 24 762,86 € en 2022, et le 522 40001 « LCL-FONDS SOCIAL-CPTE A TERME » compte livret épargne s'élève à 92 485.32 € en 2023, contre 91 623.18€ en 2022, pour un montant total de 116 722.97 € en 2022.

❖ NOTES SUR LE BILAN PASSIF

▪ I) Subventions d'investissements non renouvelables : 59 455 €

Cette somme comptabilisée antérieurement dans un compte 102683 ne figure plus dans les comptes 2021, car elle a été affectée dans le RAN, conformément au nouveau plan comptable en vigueur dans les UDAF depuis 2020.

Subvention non renouvelable, attribuée pour des investissements immobiliers, inscrite directement en fonds associatif (compte 102 600) conformément à la doctrine de l'UNAF exprimée par courrier en date du 10/07/2002.

▪ II) Subventions d'investissement renouvelables (classe 13) :

Subventions Conseil Général 30 490 €

Subventions Mairie..... 61 000 €

Subventions région 76 200 €

Subvention d'investissement octroyée par l'AGEFIPH à hauteur de 10 568 € dans le compte 131 810

▪ Quote-part subvention 2023

Compte 139140 : subvention investissement : A Nouveau $48\,041.55\text{€} + 1\,455.19\text{€} = 49\,496.74\text{€}$

Compte 139141 : subvention investissement conseil général : $26\,384.45\text{€} + 1\,737.37\text{€} = 28\,121.82\text{€}$

Compte 139180 : subvention d'agencement : A Nouveau : $53\,894.04 + 443.32 = 54\,337.36\text{€}$

Compte 139181 : subvention AGEFIPH : A Nouveau : $9\,254.80\text{€} + 962.20\text{€} = 10\,217\text{€}$

Comptabilisation de la quote-part 2022 dans le compte 777000 pour un montant de 4 598,08 € ($1\,455.19 + 962.20 + 1\,737.37 + 443.32$).

▪ Provisions relatives aux investissements (classe 14)

Le compte provisions réglementées pour renouvellement d'immobilisations (142 000) qui a été doté en 2019 à hauteur de 48 208.31 € ayant disparu du nouveau plan comptable, les montants concernés ont été inscrits dans les comptes 19... « Fonds dédiés » préconisés par la Nouvelle réglementation.

Les comptes 19... « Fonds dédiés » s'élèvent au total à 133 983,59 € pour 2022 ; avec 5 346,93 € en 192110 « factures 2011, TORRES, MUNIESA, MONTES),

4 101,78 € dans le compte 192120 « véhicule 308 SW »,

Le compte 192130 « flotte véhicules » pour 102 073,88 €.

Enfin le compte 194000 « FONDS DEDIES /SUB. D'EXPLOITATION » s'élève à 22 461 € au 31/12/2023, contre 46 961 € en 2022.

- **Provisions pour indemnités de retraite**

Les provisions pour indemnités de retraite, ont été reprises en 2015 pour un montant de 227 437.05 €, suite à un changement de stratégie de la gouvernance de l'UDAF, pour faire face aux indemnités de départ à la retraite des salariés concernés. Le montant correspondant à la provision abonde un fonds géré par la « CNP » destiné à couvrir le passif social de l'entité lié aux IDR qui est évalué à ce jour par cet organisme à 610 K€.

Au 31/12/2023, le montant versé à l'organisme « CNP ASSURANCES IFC » pour couvrir d'éventuels départ à la retraite des salariés de l'association s'élève de 460 643,42 euros.

- **Autres provisions pour charges**

A la clôture de l'exercice 2023, le compte « provisions pour impôts » 155 000, s'élève à 44 177 €, somme qui représente 3 ans (2021, 2022 & 2023) de taxe d'habitation susceptible d'être réclamées par l'administration fiscale.

Le compte 157200 « provisions pour gros entretien » s'élève à 71 429.20 € à la clôture de l'exercice 2023, et comprend une dotation complémentaire de 28 K€ provisionnée dans le cadre de l'entretien de la toiture de l'association.

A la clôture de l'exercice 2023, le compte « autres provisions pour charges » s'élève à 130 328 €, et couvre donc trois exercices de risque d'appel des cotisations transport.

- **Emprunt et dettes financières divers**

Un emprunt a été souscrit en 2016 dans le cadre de la reconstruction de l'accueil pour un montant de 200 000 €. Cet emprunt a été couvert par une hypothèque conventionnelle de troisième rang pour un montant de 230 000 €.

Il est à noter que le capital restant dû au 31/12/2023 est de 112 029,02 €.

■ III) Report à nouveau

Détail :

Service DPF	A nouveau	6 951.97 €	Affectation fonds associatif sans droit de reprise
	Résultat 2021	6 196.83 €	Excédent affecté à l'investissement, Compte 106 852
	Résultat 2022	114.33 €	Excédent affecté à l'investissement, Compte 106 852
Service MJPM			
	Résultat 2021	22 147.68 €	Excédent affecté à l'investissement, Compte 106 852 pour 412.96 € 21 734.72 € RAN act° sous gest° contrôlée, compte 115900
	Résultat 2022	64 312.87 €	64 312.87 € Résultat sous contrôle de tiers financeurs
Service Action familiale			
	A nouveau	280 432.12 €	
	Résultat 2022	- 3 680.35 €	RAN en 110 000
	TOTAL	276 751,77 €	
Service médiation familiale			
	A nouveau	24 341.96 €	
	Résultat 2022	3 118,58 €	RAN en 110 000
	TOTAL	27 460,54 €	
Service Gendarmerie			
	A nouveau	20 028.35 €	
	Résultat 2022	- 10,60 €	RAN en 110 000
	TOTAL	20 017,75 €	
Service Commissariat			
	A nouveau	22 780.43 €	
	Résultat 2022	-833.86 €	RAN en 110 000
	TOTAL	21 946.57 €	

E/ Informations significatives relatives au compte de résultat.

▪ I) Provisions sur les congés trimestriels

En 2004 une provision de congés trimestriels avait été comptabilisée conformément à l'accord du 10 novembre 2004 (accord conclu entre le SNASEA et les organisations syndicales). Cependant le Ministre n'ayant pas donné son agrément comme le prévoient les dispositions de l'article L 314/6 du Code de l'action sociale et des familles, aucune provision n'a été dotée en 2022.

▪ II) Participation des majeurs (service MJPM)

Suite à une modification du calcul de la participation des majeurs, à effet rétroactif au second semestre 2018, l'association devra rembourser une somme estimée à 120 K € aux usagers, mais dont les modalités de calcul ne sont pas encore totalement arrêtées. Aucune provision n'a été comptabilisée dans le bilan du service MJPM car le financeur s'est engagé à rembourser intégralement ledit montant.

▪ III) Honoraires des commissaires aux comptes

Dans le cadre de leur mission de Commissariat aux Comptes pour l'année 2023, le montant des honoraires versés à KPMG ou provisionnés s'élève à 17 280 €.

▪ IV) Composition du résultat 2023

20223	INSUFFISANCE	EXCEDENT
ACTION FAMILIALE		4 863.18 €
MEDIATION FAMILIALE		1 889.32 €
DPF		804.40 €
MJPM		13 169.78 €
AS COMMISSARIAT		1 303.25 €
AS GENDARMERIE	- 259.50 €	
RESULTAT GLOBAL		+ 21 770.43 €

ETAT DES IMMOBILISATIONS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A	B	C	D
	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	24 116,88	0,00		24 116,88
Immobilisations corporelles	2 854 016,59	205 914,75		3 059 931,34
Immobilisations financières	2 215,30	0,00		2 215,30
Immobilisations en cours	3 891,21	257 830,52	257 920,57	3 801,16
TOTAL	2 884 239,98	463.745,27	257 920,57	3 090 064,68

II. Aménagements du cadre général

II. Aménagements du cadre général		Développement de la colonne B (augmentations)			
	Ventilation des augmentations				
	Virements			Entrées	
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			0,00		
Immobilisations corporelles			205 914,75		
Immobilisations financières			0,00		
TOTAL	0,00	0,00	205 914,75	0,00	

Développement de la colonne C (diminutions)

	Ventilation des diminutions				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

ETAT DES AMORTISSEMENTS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS RUBRIQUES	A	B	C	D
	AMORTISSEMENTS A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	AMORTISSEMENTS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	23 475,43	641,57		24 117,00
Immobilisations corporelles	1 934 202,92	107 875,61		2 042 078,53
Immobilisations financières	0,00	0,00		0,00
TOTAL	1 957 678,35	108 517,18	0,00	2 066 195,53

II. Aménagements du cadre général

	Développement de la colonne B (augmentations)			
	Ventilation des augmentations			
	Virements	Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports Créations
Immobilisations incorporelles			641,57	
Immobilisations corporelles			107 875,61	
Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			108 517,18	0,00

Développement de la colonne C (diminutions)

	Développement de la colonne C (diminutions)			
	Ventilation des diminutions			
	Virements	Entrées		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions Mises hors service
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			0,00	0,00

ETAT DES ECHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES
A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances	Échéances			Échéances		
						à moins 1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres				Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont : - à 2 ans au maximum à l'origine - à plus de 2 ans à l'origine Emprunts et dettes financières divers (2) (3) Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes (3) Produits constatés d'avance	112 181,86 189 034,72 847 571,06 349 259,93	14 423,88 189 034,72 847 571,06 349 259,93	59 646,51	38 111,47
TOTAL	261 453,94	261 453,94	0,00	TOTAL	1 498 047,57	1 400 289,59	59 646,51	38 111,47
(1) Prêts accordés en cours d'exercice..... Prêts récupérés en cours d'exercice.....		(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice..... Emprunts remboursés en cours d'exercice.....						

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

(b*) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

2023

01/01/2023
31/12/2023
01/01/2024

N°	Libellés	Montant	Période		Montant 2023	Compte	SERVICE			CONTROLE
			DU	AU			AF	DPF	PJM	
1	QUADIENT Ouvre lettres IM-22	4985,52	01/01/2023	30/06/2024	2469,19	613500	123,46	123,46	2222,27	0,00
2	SCHINDLER	699,72	01/01/2024	31/03/2024	699,72	615680	34,99	34,99	629,75	0,00
3	INFO6T ASH NUMERIQUE	152,00	11/07/2023	10/07/2024	79,74	618200	3,99	3,99	71,76	0,00
4	THERMIDOR contrat PRESTIGE GAZ	507,70	01/01/2024	31/12/2024	507,70	615680	25,38	25,38	456,94	-0,01
5	LE BAREME LIAISONS SOCIALES	261,6	04/11/2023	03/11/2024	220,14	618200	0,00	0,00	220,14	0,00
6	ARES SECURE	3000	01/07/2023	30/06/2024	1491,80	615610	74,59	74,59	1342,62	0,00
7	JLL	2117,24	04/07/2023	03/07/2024	1062,48	615610	53,12	53,12	956,24	0,00
8	THERMIDOR entretien clim	2904,60	01/07/2023	30/06/2024	1444,36	615680	72,22	72,22	1299,93	0,00
9	CCLS CONTRAT DE6157600	10688,27	01/01/2024	31/03/2024	10688,27	613500	534,41	534,41	9619,44	0,00
10	CCLS CONTRAT EW7751600	647,68	11/11/2023	10/02/2024	288,64	613500	288,64	0,00	0,00	0,00
11	SCHINDLER plateforme Alphalev	111,05	01/01/2024	31/03/2024	111,05	615680	5,55	5,55	99,95	0,00
12	PITNEY BOWES	2338,49	10/03/2023	09/03/2024	440,86	613500	22,04	22,04	396,78	0,00
13	DALLOZ	400,23	01/01/2024	31/12/2024	400,23	618200	0,00	0,00	400,23	0,00
14	TINYMDM	1231,20	15/06/2023	14/06/2024	558,41	615610	0,00	0,00	558,41	0,00
15	L'INDEPENDANT	36,00	01/01/2024	31/01/2024	36,00	618200	1,80	1,80	32,40	0,00
16	AXA 1172430404	23010,43	01/01/2024	31/12/2024	23010,43	616500	0,00	1380,63	21629,80	0,00
17	AXA 1815734904	1804,11	01/01/2024	31/12/2024	1804,11	616100	90,21	90,21	1623,70	0,00
18	AXA 1139958504	4631,17	01/01/2024	31/12/2024	4631,17	616100	231,56	231,56	4166,05	0,00
19	AXA 1791064304	6933,31	01/01/2024	31/12/2024	6933,31	616100	3943,94	188,59	3400,78	0,00
20	AXA 1353810104	3844,03	01/01/2024	31/12/2024	3844,03	616500	3844,03	0,00	0,00	0,00
21	AXA 1882630604	584,89	01/04/2023	31/03/2024	145,42	616500	7,27	7,27	130,88	0,00
22	GENERALI ASSURANCE VOITURE	562,54	01/01/2024	30/06/2024	562,54	616300	28,13	28,13	506,29	0,00
23	AMEN	127,02	03/05/2021	02/05/2026	59,34	613500	2,97	2,97	53,40	0,00
24	AMEN	439,68	07/09/2023	06/09/2027	323,88	613500	16,19	16,19	291,47	0,00
25	COM MEDIA	1317,60	01/01/2023	31/12/2026	988,43	623100	988,43	0,00	0,00	0,00
26	GRENKE ASSURANCE	252,00	01/01/2024	31/03/2024	252,00	613500	0,00	0,00	252,00	0,00
27	GRENKE ASSURANCE	50,40	01/01/2024	31/03/2024	50,40	613500	0,00	0,00	50,40	0,00
28	TOTAL ENERGIES abonnement 2024	175,72	17/12/2023	16/01/2024	90,69	608130	4,53	4,53	81,63	0,00
29	SACEM	102,06	04/09/2023	03/09/2024	68,88	651000	0,00	0,00	68,88	0,00
30	DELL 008-0092985-006	2131,54	01/01/2024	31/03/2024	2131,54	612210	106,58	106,58	1918,39	0,00
31	BE API MAINTENANCE	871,20	01/03/2023	29/02/2024	142,82	615610	68,88	3,88	70,05	0,00
32	BE API HEBERGEMENT	124,80	01/03/2023	29/02/2024	20,46	613500	9,87	0,56	10,04	0,00
33	UNAF CARTES DE VŒUX	150,00	01/01/2024	31/12/2024	150,00	623400	150,00	0,00	0,00	0,00
34	AMAZON CODE PENAL 2024	39,89	01/01/2024	31/12/2024	39,89	627000	0,00	0,00	39,89	0,00
35	AMAZON CODE CIVIL 2024	24,87	01/01/2024	31/12/2024	24,87	627000	0,00	0,00	24,87	0,00
36	UNAF REALITES FAMILIALES	726,00	01/01/2023	31/12/2024	363,50	618200	363,50	0,00	0,00	0,00
TOTAL					56136,29		10496,26	3012,64	52627,38	

VARIATION FONDS PROPRES 2023 - UDAF 66

compte	Libellé	MLPM		DPF		AF	
		31/12/2022	MOUVEMENTS	31/12/2022	MOUVEMENTS	31/12/2022	MOUVEMENTS
10200000	Fonds associatifs	0.00		6 951.97		0.00	
10600000	Autres réserves	1 200 367.07		0.00		203 820.00	
10685200	Réserve Affect. A l'investissement	76 194.48	412.00	59 319.33	6 311.10	64 630.43	0.00
10685500	Réserve Affect. A l'investissement	146 202.70		37 521.11		37 521.11	0.00
10685600	Réserve de compensation Déficit	0.00		49 470.23		0.00	
11000000	RAN solde créditeur	22 147.68	0.00	0.00		280 432.12	0.00
11500001	Résultat s/c contrôle liers MLPM	42 165.16		0.00		0.00	
11500002	Résultat s/c contrôle liers DPF	0.00		5 196.53	-8 188.83	0.00	0.00
11590000	RAN débiteur Act. Sous Gest. Contrôlée	-21 734.72	21 734.72	0.00		0.00	
11900000	RAN solde débiteur	-11 397.74		-11 397.74		0.00	
12000000	Résultat de l'exercice précédent bénéfice	64 312.87	-64 312.87	0.00	-114.33	0.00	0.00
12900000	Résultat de l'exercice précédent déficit	0.00		0.00		-3 680.35	0.00
Total		14 760 992.34	0.00	14 760 992.34	0.00	15 857 3.8	-48 057 1.85

compte	Libellé	MF		COM		GENU	
		31/12/2022	MOUVEMENTS	31/12/2022	MOUVEMENTS	31/12/2022	MOUVEMENTS
10200000	Fonds associatifs	0.00		0.00		0.00	
10600000	Autres réserves	0.00		0.00		0.00	
10685200	Réserve Affect. A l'investissement	0.00		0.00		0.00	
10685500	Réserve Affect. A l'investissement	0.00		0.00		0.00	
10685600	Réserve de compensation Déficit	0.00		0.00		0.00	
11000000	RAN solde créditeur	24 341.56	3 118.50	22 780.43	-833.86	21 946.57	-10.60
11500001	Résultat s/c contrôle liers MLPM	0.00		0.00		0.00	
11500002	Résultat s/c contrôle liers DPF	0.00		0.00		0.00	
11590000	RAN débiteur Act. Sous Gest. Contrôlée	0.00		0.00		0.00	
11900000	RAN solde débiteur	0.00		0.00		0.00	
12000000	Résultat de l'exercice précédent bénéfice	3 118.56	-3 118.56	0.00	833.86	0.00	10.60
12900000	Résultat de l'exercice précédent déficit	0.00		0.00		-10.60	0.00
Total		27 460.34	0.00	27 460.34	0.00	21 946.57	20 017.74

compte	Libellé	UDAF 66 CONSOLIDE	
		AUGMENTATION	DIMINUTION
10200000	Fonds associatifs	6 951.97	0.00
10600000	Autres réserves	203 820.00	0.00
10685200	Réserve Affect. A l'investissement	1 258 686.40	6 724.13
10685500	Réserve Affect. A l'investissement	113 715.59	0.00
10685600	Réserve de compensation Déficit	185 672.94	0.00
11000000	RAN solde créditeur	347 582.88	4 524.8
11500001	Résultat s/c contrôle liers MLPM	22 147.68	0.00
11500002	Résultat s/c contrôle liers DPF	6 156.23	0.00
11590000	RAN débiteur Act. Sous Gest. Contrôlée	-21 734.72	0.00
11900000	RAN solde débiteur	-11 397.74	0.00
12000000	Résultat de l'exercice précédent bénéfice	57 545.76	67 545.76
12900000	Résultat de l'exercice précédent déficit	-4 524.8	0.00
Total		218 4652.9	78 267.42

INVESTISSEMENTS					192110
	au 1er janvier 2023	report	utilisation	au 31 décembre 2023	Commentaire
MJPM	7193,67		2158,14	5035,53	
DPF	444,91		133,53	311,4	
TOTAL	7638,58	0	2291,67	5346,91	

INVESTISSEMENTS					192120
	au 1er janvier 2023	report	utilisation	au 31 décembre 2023	Commentaire
MJPM	8900,36		4798,58	4101,78	
DPF	0		0	0	
TOTAL	8900,36	0	4798,58	4101,78	

INVESTISSEMENTS					192130
	au 1er janvier 2023	report	utilisation	au 31 décembre 2023	Commentaire
MJPM	58137,35	42749,35		100886,7	utilisation en 2025 voir PPI
DPF	1187,18			1187,18	
TOTAL	59324,53	42749,35	0	102073,88	

EXPLOITATION					192200
	au 1er janvier 2023	report	utilisation	au 31 décembre 2023	Commentaire
MJPM	52696		52696	0	ETP en renfort MJPM
DPF	0			0	Report formation 2020
TOTAL	52696	0	52696	0	

SUR SUBVENTION D'EXPLOITATION					194000
	au 1er janvier 2023	report	utilisation	au 31 décembre 2023	Commentaire
ACTION FAMILIALE	39500	15000	39500	15000	DDETS 2023 2e LABEL PCB
MEDIATION FAM.	2100			2100	Formation 2022
GENDARMERIE	2680			2680	Formation 2020
COMMISSARIAT	2680			2680	Formation 2020
TOTAL	46960	15000	39500	22460	

ACTION FAMILIALE

	Montant 2022	Montant 2023	ACTION FAMIL.	ISTF	ACTION N° 9		ACTION N°2		
					MICRO CREDIT	P.C.B.	Les Mardis de la Maison Famil	PIF	DANGERS NUMERIQUE
FDS SPECIAL PART 1	135693,11	141954,7	137468,7			2251	850	1884	2235
FDS SPECIAL PART 2	37116	38525,48			2875,5	12676,48	5995,32	6214,57	10763,61
CD 66	10000	10000		3000	2500	2500		2000	
MAIRIE PERPI	2000	1500			500	500		500	
CAF	23332	23400			2900,64	10499,36	1812	3188	5000
DDETS	51661	71713		35449		36264			
UNAF	658	574						574	
CDC	5000	5000			5000				
	265460,11	252667,18	137468,7	38449	13776,14	64690,84	8657,32	14360,57	17998,61

0

P.M.M.
C.D.66
F.I.P.D
CAF Prestation service
COUR D'APPEL
M.S.A.

	A.S. GENDARMERIE	A.S. COMMISSARIAT	MEDIATION FAMILIALE
	2023	2023	2023
	14100	14100	
	14100	14100	11000
	28459	28459	
			60143,22
			5400
			5820,25
			82363,47
	56659	56659	

Total des subventions par organisme		Montant
Organisme		
UNAF		39093,48
COUR D'APPEL DE MONTPELLIER		5400,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL		49200,00
MAIRIE		1500,00
CAF		23400,00
DDETS		71713,00
CDC		5000,00
PREFECTURE FIPD		56918,00
PMM		28200,00
MSA		5820,25
ETAT - contrat aidé apprentissage		8470,28
TOTAL 2023		294721,01

Tableau des provisions, des dépréciations 2023

	Montant au 31 décembre N-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31 décembre N
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Provisions réglementées				
141 Provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement				0
142 Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations				0
143 Provisions réglementées relatives aux stocks (ESSMS privés)				0
144 Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)				0
145 Amortissements dérogatoires				0
146 Provision spéciale de réévaluation (ESSMS privés)				0
147 Plus-values réversées (ESSMS privés)				0
148 Autres provisions réglementées	12500,76	24471,54		36972,33
1483 dont provisions réglementées pour produits financiers (ESSMS privés)	8200,76	24421,54		32622,33
14801 dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (ESSMS privés)	4300	50		4350
14802 dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (ESSMS privés)				0

Provisions

151 Provisions pour risques financiers (ESSMS privés) / Provisions pour risques et charges sur emprunts (ESSMS publics)	13443,2	62918,26	941,2	75018,26
152 Provisions pour pensions et obligations similaires (ESSMS privés)				0
153 Provisions pour restructurations (ESSMS privés)				0
154 Provisions pour impôts (ESSMS privés)	4034,2	1581,5	1189,2	4417,7
155 Provisions pour renouvellement des immobilisations (entreprises concessionnaires) (ESSMS privés)				0
157 Provisions pour charges à répartir sur plus	73429,2	28000	30000	71429,2
158 Autres provisions pour charges	12361,6	4885,2	4014,2	13032,6

TOTAL GENERAL	26339,56	127085,96	8307,1	157924,8
----------------------	-----------------	------------------	---------------	-----------------

4686 - CHARGES A PAYER

au 31-déc-23

CHARGES A PAYER							
4686XX							
COMPTE	NATURE	MJPM 468600	MJPM 468620	MJPM 468640	AF 468600	AF 468630	DPF 468600
616800	Indemnités fin de carrière						
633300	Formation professionnelle continue						
633400	Effort construction						
633800	Agefiph						
			12 233,36	12 319,61	27 650,00		
		0,00	12 233,36	12 319,61	27 650,00	0,00	0,00

NOTE DE CONTRÔLE

DIVERS PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR 2023

EXERCICE.

2023

DOSSIER : UDAF66

ARRETE AU

31/12/2023

N° :

01-janv-23

au

31-déc-23

DIVERS PRODUITS A RECEVOIR		MIPM	DPF	AF	MF	GEND	COM
COMPTE	NATURE						
649100	Remboursement IFC		36 369,71				
70600000	Solde prestation CAF 2023				14 640,21		
70641000	Participation des Familles 2023				2 628,00		
70850000	facturation 4e trimestre 2023 CDAD			390,00			
73213000	Solde Dotation Globale DDETS	794,90					
73321800	Solde Dotation Globale CD au 31/12/2022						
74800001	Subvention CD 66 solde			7 020,00		7 114,75	7 114,75
74800003	Subvention CAF solde						
74800005	Subvention FIPD 2023 solde			7 500,00			
74800006	Subvention CDC 2023				800,00		
74840000	Subvention MSA complément 2023			672,00			
75880000	Indemnités occupations CSF année 2022 et 2023						
79100000	Transition Pro rembt décembre salaires Jean Barande	228,13					
		1 023,03	36 369,71	15 582,00	18 068,21	7 114,75	7 114,75
					468 700		



KPMG SA
1098 Avenue Eole
Tecnosud II Immeuble Le
Pyrénéen
66000 Perpignan

Union Départementale des Associations Familiales des

Pyrénées Orientales UDAF 66 ASSOCIATION

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Union Départementale des Associations Familiales des Pyrénées Orientales UDAF 66 ASSOCIATION
31 avenue Maréchal Joffre - 66000 PERPIGNAN

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 720 417 RCS Nanterre



KPMG SA
1098 Avenue Eole
Tecnosud II Immeuble Le
Pyrénéen
66000 Perpignan

Union Départementale des Associations Familiales des Pyrénées Orientales UDAF 66 ASSOCIATION

31 avenue Maréchal Joffre - 66000 PERPIGNAN

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2023

À l'organe délibérant,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application des dispositions de l'article R.314-59 du code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.



CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application des dispositions de l'article R.314-59 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention n° 1 : Rémunération de la directrice

Administrateur concerné : Mme Natacha BACH, en sa qualité de Directrice et en application de l'article L.313-25 du Code de l'action sociale et des Familles (CASF)

Nature, objet et modalités : Mme BACH exerce la fonction de directrice.

La rémunération brute versée à Mme BACH au titre de l'exercice 2023 s'est élevée à 58.677 euros.

Convention n°2 : Rémunération du directeur adjoint

Administrateur concerné : M. Régis OSTERMANN, en sa qualité de Directeur adjoint et en application de l'article L.313-25 du Code de l'action sociale et des Familles (CASF)

Nature, objet et modalités : M. OSTERMANN exerce la fonction de directeur adjoint.

La rémunération brute versée à M. OSTERMANN au titre de l'exercice 2023 s'est élevée à 52.330 euros.

Perpignan, le 21 juin 2024

KPMG SA

Claire GRABIELLE

Commissaire aux comptes